



# *inform* **CONTACT**

## **NOUVELLES DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS**

№ 95

Janvier – Mars 2017

### ***Le Secrétaire général de la CGS participe à la réunion des syndicats des travailleurs de l'énergie***

Le Secrétaire général de la Confédération générale des syndicats (CGS) Vladimir Scherbakov a pris part à la réunion de travail de l'Union internationale des syndicats «Elektroprofsoyuz», tenue du 6 au 10 février 2017 à Kazan.

Les dirigeants des syndicats de branche de différents pays de la région, les présidents des comités et des conseils régionaux des syndicats des travailleurs de l'énergie, des industries électrotechnique et des combustibles, membres de l'UIS «Elektroprofsoyuz», ont discuté lors de la réunion un thème important et actuel «Les pratiques syndicales faisant prendre en considération les accords tarifaires de branche et les conventions collectives lors de la formation des tarifs d'électricité et de chauffage».

Vladimir Scherbakov est intervenu à la réunion avec un rapport sur l'activité des syndicats pour défendre les droits et les intérêts des travailleurs dans la situation socio-économique actuelle aux pays de la région, qui a suscité un grand intérêt des participants.

### ***La Commission de la CGS dresse le bilan de la situation économique dans les pays de la CEI***

La Commission de la CGS pour la défense des intérêts socio-économiques des travailleurs et les questions juridiques a tenu sa réunion ordinaire le 2 mars 2017 à Moscou.

La Commission a discuté de «La situation socio-économique dans les Etats indépendants de la région en 2016». Natalya Podchibyakina, secrétaire générale adjointe de la CGS, a présenté un rapport sur ce sujet.

Selon le rapporteur, la difficulté principale de cette période réside dans ses disparités et incertitudes.

Les problèmes de pauvreté et d'inégalité sociale, comme partout dans le monde, provoquent la tension sociale.

Cette situation est étroitement liée avec la politique monétaire toujours pratiquée dans la région, en l'absence d'un nouveau modèle du développement, y compris socio-économique.

Après une vive discussion, les membres de la Commission ont pris acte de ce document et ont chargé le Département socio-économique de la CGS de préparer un document analytique sur ce sujet et de le faire porter à la connaissance de toutes les organisations membres de la Confédération.

***Une délégation de la Confédération générale des syndicats participe aux initiatives de haut niveau***

Les secrétaires généraux adjoints de la CGS Natalya Podchibyakina et Valéri Youriev ont pris part à la 46ème réunion plénière de l'Assemblée interparlementaire de la CEI, tenue le 27 mars 2017 à Saint-Pétersbourg.

En ouvrant la réunion, Valentina Matvienko, présidente du Conseil de l'Assemblée, a informé les parti-

cipants de l'adoption par le Conseil d'une Déclaration à l'occasion du 25ème anniversaire de l'Assemblée, et a souligné l'importance des lois-cadres d'elle prépare.

Ludmila Kozlova, membre de la Commission permanente de politique sociale de l'Assemblée, a informé les participants de la participation active de la CGS à l'élaboration de la Recommandation sur les méthodes similaires pour enquêter sur les préjudices causés à la santé des travailleurs dans l'exercice de leurs fonctions dans les Etats de la CEI, ainsi que de la Recommandation sur les méthodes similaires de tenue des statistiques concernant les conditions et la sécurité du travail.

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a participé à la réunion solennelle de l'Assemblée interparlementaire de la CEI consacrée au 25ème anniversaire de cette organisation, qui a eu lieu le 28 mars au Palais de Tauride.

A part les délégations parlementaires des pays de la CEI, y ont pris part les présidents de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, d'autres associations interparlementaires, plusieurs hommes d'Etat et politiques.

Intervenant à la réunion. la présidente du Conseil Valentina

Matvienko a souligné l'importance de l'Assemblée en matière d'élaboration de lois. Elle a souligné qu'à ce jour, on avait adopté 370 lois-cadres et Codes types, dont 80% ont trouvé leur application directe dans les législations des pays de la Communauté. Ce chiffre prouve la nécessité et la haute qualité des documents préparés.

En somme, on a adopté 15 lois-cadres et 4 actes législatifs, parmi lesquelles 5 lois: «L'établissement autonome», «La propriété d'Etat», «Le cadastre d'Etat des biens immobiliers», «Le registre public des droits immobiliers», «Le notariat». La CGS a pris part à l'élaboration de ces documents.

La réunion a été clôturée par un grand concert des artistes venus de tous les pays de la CEI.

### ***Géorgie: les travailleurs de la compagnie «Azote de Roustavi» protestent***

Les travailleurs de l'entreprise «Azote de Roustavi» ont lancé le 29 janvier 2017 leur mouvement contre le licenciement massif de 350 personnes. «Azote de Roustavi» est le seul producteur d'engrais minéraux au Caucase du Sud.

Les participants à l'action, organisée par le Syndicat des travailleurs de la métallurgie et de l'industrie chimique, soutenus par les travailleurs

d'autres entreprises, les représentants d'ONG et de collectivités estudiantines ont organisé une marche dans le centre de Tbilissi vers le siège de la Banque de Géorgie, la plus grosse banque commerciale du pays récemment devenue propriétaire de l'entreprise.

Les participants à l'action ont porté les slogans: «350 ouvriers – 350 familles», «Rendez-nous nos emplois», «Nous sommes solidaires avec les travailleurs d'Azote».

Plusieurs manifestants, soutenus par les syndicats, étaient restés devant l'entrée de l'entreprise exigeant la rencontre avec l'administration. La situation s'est aggravée quand une partie des manifestants a réussi de pénétrer dans le bâtiment administratif. L'administration a mobilisé la police, ce qui a provoqué des heurts.

Une nouvelle manifestation a eu lieu le 7 février.

L'Union des syndicats de Géorgie, les organisations non gouvernementales et estudiantines ont organisé une large campagne de solidarité avec les travailleurs d'Azote.

Les travailleurs licenciés ne veulent pas céder, ils se proposent de s'adresser au tribunal pour défendre leurs droits au travail et exiger la révision des contrats de travail. Ils exigent aussi une rencontre avec le Président de la République de Géorgie et le Premier ministre.

### ***Kazakhstan: la FSRK se prononce pour les réformes constitutionnelles du président***

Le Comité Exécutif de la Fédération des syndicats de la République du Kazakhstan a adopté le 7 mars 2017 une déclaration par laquelle la centrale syndicale confirme son soutien aux réformes constitutionnelles, exposées dans leurs grandes lignes dans le Message du Chef de l'Etat Noursoultan Nazarbaev.

Une singularité de ce message réside dans ses sept options, dont la principale consiste à créer de nouveaux emplois. La création des emplois doit être financée par les programmes d'Etat dans le cadre des cinq réformes constitutionnelles.

Le problème qui préoccupe surtout les syndicats est le minimum vital dans le pays. Le chef de l'Etat en parle aussi dans son message. Le coût réel du minimum vital se compose de deux parties: les denrées alimentaires – 37,4% et les biens non alimentaires – 62,6%.

En appliquant ces réformes, le gouvernement sera dorénavant formé sur la base de la majorité parlementaire, ce qui augmente sensiblement la responsabilité non seulement du gouvernement, mais aussi des partis qui auraient gagné les élections.

Les réformes prévoient le renforcement du pouvoir judiciaire,

s'ajoutant à l'un des éléments inaliénables de la démocratie, à savoir la suprématie des lois qui régissent les droits et les libertés civiles.

### ***Kirghizistan: une nouvelle convention collective générale est signée***

Une nouvelle convention collective générale pour les années 2017-2020 a été signée le 27 février 2017 au siège du gouvernement par les représentants du gouvernement, de la Fédération des syndicats (FSK) et des unions patronales.

La convention collective expose les grands projets pour l'économie nationale, les moyens de réguler la rémunération et l'assurance sociale, de développer le marché du travail et de contribuer au plein-emploi de la population.

Intervenant à la cérémonie de signature de la convention, Mirbek Asanakounov, le nouveau président de la FSK, élu en janvier 2017, a souligné que les obligations mutuelles au niveau des relations socio-économiques imposait une responsabilité supplémentaire commune pour le développement de l'économie du pays, le marché du travail, les garanties salariales, la sécurité du travail, la protection de la santé et l'augmentation du niveau de vie des citoyens.

Tout d'abord, on doit augmenter le SMIG en le portant au minimum vital.

La FSK se prononce aussi pour le maintien en vigueur de la loi sur la sécurité du travail contenant plusieurs normes qui manquent au Code du travail et à d'autres actes normatifs, et dont le gouvernement se propose d'abroger.

***Moldova: le Syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la science exige l'augmentation des salaires***

Le Syndicat des travailleurs de l'enseignement et de la science, soutenu par d'autres organisations syndicales nationales, a organisé des piquets devant le siège du gouvernement, en exigeant l'augmentation des salaires aux travailleurs de la branche, au personnel auxiliaire et à d'autres catégories des travailleurs de la fonction publique.

Face à la fermeté des syndicats, les représentants du gouvernement ont donné leur accord de commencer les négociations. Une commission sous la direction du vice-Premier ministre chargé de questions sociales a été formée. Conformément à la législation nationale, elle a été composée de représentants du gouvernement et des syndicats.

Selon Oleg Boudza, président de la Confédération nationale des

syndicats de Moldova (CNSM), le changement de la position du gouvernement et le début des négociations sont le résultat de la fermeté et de l'unité d'actions des syndicats nationaux. Nous avons démontré notre force, a-t-il déclaré, et nous allons suivre de près l'exécution de nos revendications et les résultats obtenus.

Le même jour, la direction du syndicat de branche et de la centrale syndicale nationale ont organisé une conférence de presse durant laquelle Dumitru Ivanov, président du Syndicat des travailleurs de l'enseignement, a déclaré que son organisation avait pris sa résolution et ne céderait pas. Si on n'a pas c'est qu'on veut, il y aura une nouvelle vague de protestations et de grèves dans les écoles.

Le 10 mars 2017, les pouvoirs ont proposé d'augmenter de seulement 10% les salaires de certaines catégories d'enseignants, ce qui n'a pas arrangé la fédération syndicale dont les représentants ont interrompu les négociations avec le gouvernement.

Les syndicats se proposent d'organiser de nouvelles actions de protestation.

***Moldova: la réunion du Comité confédéral de la CNSM***

Le 24 février 2017, la Confédération nationale des syndicats de Moldova

a tenu la réunion de son Comité confédéral qui a discuté du dialogue social dans le pays et des propositions syndicales en vue d'apporter des changements et des amendements aux chapitres sociaux de la législation nationale.

La direction de l'Inspection du travail des syndicats a présenté un rapport sur l'activité des inspecteurs durant l'année 2016 et les projets pour l'année en cours. Durant la période écoulée, les inspecteurs ont effectué 513 visites de travail aux entreprises du pays afin de contrôler l'application de la législation de travail et d'autres actes normatifs dans le domaine du travail, la protection de la santé des travailleurs et la sécurité du travail. Plus de 63000 personnes travaillent aux entreprises et établissements contrôlés, parmi lesquelles 44232 sont membres des syndicats.

Le Comité confédéral a pris la décision de convoquer la réunion du Conseil Général de la CNSM le 27 avril 2017.

### ***Russie: une réunion du Comité Exécutif de la FNPR***

Le 1er mars 2017, la Fédération des syndicats indépendants de Russie a tenu au Palais du travail à Moscou son Comité Exécutif.

La réunion a discuté de l'organisation des actions syndicales

consacrées au Premier Mai 2017. Les membres du Comité ont fait remarquer que malgré la stabilisation de la situation dans certaines branches de l'économie et le ralentissement de l'inflation, le niveau de vie de la grande majorité de la population continuait à baisser. La politique des pouvoirs, qui vise à déprécier le coût du travail et à éroder les garanties sociales de la population, est inacceptable. Dans ces conditions, le Comité Exécutif a pris la décision d'organiser les actions du Premier Mai sous forme de manifestations et de meetings. La revendication centrale de ces actions sera d'exiger un salaire décent, le plein-emploi, les garanties sociales solides et la sécurité du travail.

Le CE a pris la décision de convoquer la prochaine réunion du Conseil Général de la FNPR du 3 au 4 avril 2017 à Moscou.

### ***Russie: le président de la FNPR se prononce contre les propositions du ministère des Finances***

Mikhaïl Chmakov, président de la FNPR, a critiqué la proposition d'Antone Silouanov, ministre des Finances, de réduire les versements des employeurs au Fonds de la masse salariale à 22% et en même temps, d'augmenter la taxe sur la valeur ajoutée en la portant également à 22%.

Intervenant le 14 mars au Forum social dans le cadre de la Semaine du business russe, Chmakov a déclaré que ceux qui soutiennent la proposition de Silouanov sont soit malhonnêtes, soit ne comprennent rien à l'économie.

Selon le leader syndical, si cette proposition est réalisée, cela augmentera le prix de revient et le taux d'inflation.

En écoutant le discours d'hier de Silouanov, on comprend qu'aujourd'hui, toutes les couches de la population ont complètement retiré leur confiance au gouvernement en place, a remarqué Mikhaïl Chmakov.

### ***Tadjikistan: les changements dans la direction de la FSIT***

Le Conseil de la Fédération des syndicats indépendants du Tadjikistan, tenu le 20 février 2017, a dispensé Salimzoda Scherhon des fonctions de président de la centrale syndicale, conformément à sa demande.

Il a élu Kodiri Kosim au poste de président de la FSIT.

La réunion du Conseil a analysé l'exécution du budget de la Fédération pour l'exercice 2016, a approuvé le budget pour l'an 2017 et le plan du travail pour 2017, déclaré au Tadjikistan «L'Année de la jeunesse».

En clôturant la réunion du Conseil, Kodiri Kosim a remercié le président de la République pour son soutien permanent aux activités des syndicats.

Vladimir Scherbakov, secrétaire général de la CGS, a félicité Kodiri Kosim à l'occasion de son élection comme leader syndical et lui a souhaité plein succès dans son important travail.

### ***Ukraine: la rencontre du Président et du Premier ministre avec les leaders syndicaux***

Une rencontre de travail du Président d'Ukraine Petro Porochenko avec le président de la Fédération des syndicats Grigory Osovoy et le représentant des syndicats au parlement Sergey Kapline a eu lieu le 30 janvier 2017.

Le leader syndical a parlé au Président ukrainien de l'activité des syndicats pour défendre les droits et les intérêts des travailleurs.

Les interlocuteurs ont discuté de problèmes d'actualité, notamment l'emploi et la rémunération, les moyens de rétablir le dialogue social, l'activité du Conseil socio-économique tripartite, l'utilisation des biens immobiliers appartenant aux syndicats, plus précisément des maisons de repos et des établissements de cure pour y traiter non seulement les per-

sonnes assurés, mais aussi les combattants, les personnes déplacées et d'autres catégories de la population qui ont besoin d'un traitement médical.

Le chef de l'Etat a désigné un membre de l'Administration du Président pour les contacts permanents et la coopération avec les syndicats.

Le 2 février Grigory Osovoy a été reçu par le Premier ministre d'Ukraine Vladimir Groysman.

Le président de la FSU a exposé devant le chef du gouvernement les activités des syndicats en vue d'innover un système de rémunération, précisément en portant le SMIG à 3200 grivnas.

Selon Osovoy, la plupart des employeurs comprennent très bien que l'augmentation du SMIG est non seulement un pas en avant pour en finir avec la pauvreté parmi les travailleurs, mais aussi pour rétablir une juste rémunération du travail, des efforts du gouvernement allant dans le même sens.

Le président des syndicats a remis au Premier ministre un document de la FSU concernant le projet de loi préparé par le ministère du Développement économique sur la nationalisation des biens immobiliers des organisations sociales nationales, y compris les syndicats, et a exposé au chef du gouvernement l'opinion des millions de syndicalistes qui trouvent ce

projet non seulement anticonstitutionnel, mais aussi socialement dangereux.

### ***Ukraine: une réunion du Bureau de la FSU***

La réunion du Bureau de la FSU, tenue le 16 mars 2017, a porté sur l'approfondissement du dialogue social, la défense efficace des droits et des intérêts des travailleurs, le développement du mouvement syndical, la consolidation de la base matérielle des syndicats.

Vladimir Saenko, vice-président de la Fédération, a présenté un rapport sur la situation dans la gestion et l'utilisation des biens immobiliers des syndicats, ainsi que les propositions pour défendre les droits des syndicats sur ces biens au niveau législatif. La situation de crise en Ukraine a provoqué l'augmentation de l'électricité, des services publics municipaux, de l'impôt foncier et du bail.

Le Bureau a chargé les responsables de la FSU d'élaborer un plan pour faire sortir le patrimoine syndical de la crise qu'il traverse.

Le Bureau de la FSU a adopté une déclaration sur la sécurité du travail en Ukraine. La déclaration souligne que dans les conditions de crise économique et financière, face à la mollesse du contrôle d'Etat, la situation au niveau de



la sécurité et les conditions de travail est désormais alarmante dans la plupart des entreprises du pays. La FSU a exigé que le gouvernement publie les résultats de l'enquête sur la panne dans la mine «Stepnaya», survenue le 2 mars 2017, qu'il prenne des mesures pour punir les responsables et pour éviter les catastrophes pareilles dans l'avenir.

### ***Les syndicats se préoccupent des incendies de forêt***

Viktor Karnyuchine, président de la Fédération des syndicats des travailleurs de la branche forestière de la CEI et vice-président de la CGS, a pris part et est intervenu à la table ronde «Protection des forêts contre les incendies en 2017: les tâches, les problèmes et les voies pour les résoudre» organisée par le Comité du Conseil de la Fédération de Russie pour les questions agraires et les ressources naturelles.

Dans son intervention, Karnyuchine a souligné qu'il a fallu dix ans après l'adoption du Code forestier pour que tout le monde comprenne l'erreur commise en réduisant les effectifs de la garde forestière. Le forestier, avec ses visites d'inspection et d'aménagement, n'ayant pas trouvé sa place dans le Code, le contrôle de la situation dans les forêts a été perdu. Les multiples appels, adressés par les scientifiques et les syndicats aux ins-

tances supérieures, n'ont trouvé ni compréhension ni soutien. Les syndicats donc ont salué le Décret sur l'utilisation et la protection des forêts, signé par le Président russe Vladimir Poutine le 31 janvier 2017.

Selon Karnyuchine, il est d'une importance capitale de constituer maintenant un effectif de forestiers mesuré aux normes de protection des forêts. Rien que pour satisfaire aux normes en vigueur, on a besoin en 2017 d'avoir un financement suffisant pour embaucher 50 000 forestiers.

En dehors de cela, le dirigeant syndical a fait des propositions suivantes:

- rehausser le statut des forestiers et leurs salaires ;
- augmenter la responsabilité des dirigeants régionaux quant à la formation de la garde forestière, la sensibilisation de la population et la protection contre l'incendie ;
- aménager les sites de repos et réglementer l'accès de véhicules aux forêts en période estivale;
- adopter une décision spéciale du gouvernement pour réglementer la couverture sociale et le travail des contractuels coopérant à l'extinction des incendies de forêt.

A l'issue des débats, les participants à la table ronde ont adopté des recommandations circonstanciées.

**PUBLIÉ PAR LE DÉPARTEMENT INTERNATIONAL**  
**ET**  
**LE CENTRE DES RELATIONS PUBLIQUES DE LA CGS**  
**42, LENINSKY PROSPECT**  
**119119, MOSCOU, RUSSIE**  
**TÉLÉFAX +7(495) 938-2155**  
**TÉLÉPHONE +7(495) 938-0112**  
**E-MAIL: [inter@vkp.ru](mailto:inter@vkp.ru)**  
**SITE INTERNET: [www.vkp.ru](http://www.vkp.ru);**

---

*LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS (CGS), UNION INTERNATIONALE,  
A ÉTÉ CRÉÉE À SON PREMIER CONGRÈS LE 16 AVRIL 1992.*

*SES STATUTS ADOPTÉS AU PREMIER CONGRÈS ONT ÉTÉ PARTIELLEMENT MODIFIÉS  
ET COMPLÉTÉS AU DEUXIÈME CONGRÈS DE LA CGS, LE 22 SEPTEMBRE 1993, AU TROISIÈME CONGRÈS DE LA CGS,  
LE 18 SEPTEMBRE 1997 ET AU CINQUIÈME CONGRÈS (EXTRAORDINAIRE) DE LA CGS, LE 26 MARS 2004.*

*LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA CGS SONT LES SUIVANTS:*

*LA COORDINATION DES ACTIONS DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES DANS LE DOMAINE DE LA DÉFENSE  
DES DROITS SOCIAUX DES TRAVAILLEURS, DES ÉTUDIANTS ET DES RETRAITÉS;  
LA PROTECTION DES DROITS ET DES GARANTIES DE L'ACTIVITÉ DES SYNDICATS;  
LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLIDARITÉ SYNDICALE INTERNATIONALE  
ET LA COORDINATION DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS RÉALISE SON ACTIVITÉ CONFORMÉMENT AUX NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES  
DU DROIT INTERNATIONAL, SUR LES PRINCIPES DE L'AUTONOMIE TOTALE ET DE L'ÉGALITÉ EN DROITS  
ET EN OBLIGATIONS DES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CGS GROUPE ACTUELLEMENT LES CENTRALES SYNDICALES NATIONALES D'ARMÉNIE,  
D'AZERBAÏDJAN, DE BÉLARUS, DE GÉORGIE, DU KAZAKHSTAN, DE KIRGHIZISTAN, DE MOLDOVA,  
DE RUSSIE, DU TADJIKISTAN ET D'UKRAÏNE,  
AINSI QUE 28 UNIONS INTERNATIONALES SYNDICALES DE BRANCHE.*

*LA CGS EST OUVERTE POUR LA COOPÉRATION À TOUTE CENTRALE SYNDICALE  
INDÉPENDAMMENT DE SON AFFILIATION. D'AUTRE PART, L'ADHÉSION À LA CGS  
NE LIMITE PAS L'AUTONOMIE DE SES ORGANISATIONS AFFILIÉES.*

*LA CONFÉDÉRATION A LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DES ASSAMBLÉES INTERPARLEMENTAIRES DE LA CEI ET DE LA CEEA,  
DU CONSEIL DES CHEFS D'ÉTATS ET DES PREMIERS-MINISTRES DE LA CEI,  
DU COMITÉ ÉCONOMIQUE INTERÉTATIQUE DE LA CEI, ETC.*

*AU PLAN INTERNATIONAL, ELLE A LE STATUT CONSULTATIF RÉGIONAL DE L'OIT, DE L'ECOSOC ET DU DIP DE L'ONU.*

*LE CONGRÈS EST L'ORGANE SUPÉRIEUR DE LA CGS QUI EST CONVOQUÉ AU MOINS UNE FOIS TOUS LES CINQ ANS  
ET ENTRE LES DEUX CONGRÈS LE CONSEIL ET LE COMITÉ EXÉCUTIF.*

*LE CONTRÔLE FINANCIER EST EFFECTUÉ PAR LA COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER DE LA CGS.  
MIKHAÏL CHAMAKOV EST LE PRÉSIDENT DE LA CGS, VLADIMIR SCHERBAKOV EST LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*

**CHER LECTEUR,**

Le bulletin d'information de la CGS "Inform-Contact" est également diffusé par E-mail. En outre,  
les versions française et anglaise de notre publication sont disponibles sur notre site Internet:  
[www.vkp.ru](http://www.vkp.ru)